

Pourquoi une campagne expliquant l'agriculture romande ?

(Seule la version orale fait foi)

Une vingtaine d'année après la grande réforme des années 90 et l'introduction des paiements directs, l'agriculture suisse fait, depuis quelques temps, à nouveau l'objet d'importantes critiques. Elle coûterait chère, ne serait pas efficace, maltraiterait les animaux, polluerait les sols ainsi que les cours d'eau et empoisonnerait les consommateurs. Il n'est à ce titre pas innocent que le peuple et les cantons aient dû se prononcer à trois reprises l'année dernière sur des objets directement liés à l'agriculture et que plusieurs autres initiatives soient actuellement en traitement à Berne, en cours de récolte de signatures ou en phase d'élaboration.

Ce contexte général a fait prendre conscience aux organisations agricoles et à leurs membres de l'importance de mieux expliquer la réalité des pratiques agricoles suisses d'aujourd'hui et de montrer les nombreux pas déjà réalisés ces dernières années en matière de diminution des intrants et de bien-être animal. C'est ainsi que l'Union suisse des paysans, en collaboration avec ses membres et d'autres partenaires, a développé la campagne « Nous protégeons ce que nous aimons ».

La double votation du 23 septembre 2018 sur les initiatives « pour des aliments équitables » et « pour la souveraineté alimentaire » avait débouché sur un *Roestigraben* extrêmement marqué. Ceci a mis en lumière des différences entre les deux principales régions linguistiques du pays en matière de rapport à l'agriculture et d'attentes vis-à-vis de celle-ci. Par ailleurs, il faut rappeler que, si la production animale est prépondérante au niveau suisse, ce sont les grandes cultures et les cultures spéciales qui sont majoritaires en Suisse romande. C'est pourquoi, en accord et en bonne intelligence avec l'USP, AGORA, Prométerre et les autres chambres romandes ont développé une déclinaison romande de la campagne nationale. Si le fond du message est le même, la forme ainsi que l'équilibre des thématiques ont été adaptées à la réalité régionale.

L'agriculture romande est consciente des défis liés à notre monde moderne (résidus, émissions de différents gaz, détention animale, etc.) et ne compte pas se soustraire à ses responsabilités. Nous considérons toutefois que ceci concerne l'ensemble de la société et passe par des échanges réguliers et transparents avec les autres secteurs économiques et la population. Et c'est ce à quoi nous allons nous atteler de manière renforcée à partir de maintenant.

Laurent Tornay, président d'AGORA